

Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2002

D. 27-04-2020

M.B. 29-05-2020

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. - SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE ANNEE BUDGETAIRE 2002

CHAPITRE I^{er}. - Engagements effectués en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Article 1^{er}. - Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2002, s'élèvent à 25.656.000 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 2)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Article 2. - Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 23.734.427 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 5)

Article 3. - Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 1.921.573 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 7). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau 2.2.1 colonne 9).

§ 3. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'engagement

Article 4. - Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 2002 s'élèvent à 116.771.649,43 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 3).

Le solde de départ au 1^{er} janvier 2002, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de - 5.315.984,79 euros (annexe 2.2.4 engagements colonne 2), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 2002 à 111.455.664,64 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5, 35, 36, 38, 39, 45 et 46 du décret du 20 décembre 2001 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2002 ont autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires (crédits variables)

Article 5. - Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 2002 s'élèvent à 132.573.907,49 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 5)

Article 6. - Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement - crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2002 à -21.118.242,85 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 6).

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II. - Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er} Fixation des recettes

Article 7. - Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2002 à la somme de 6.624.770.000,00 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante

(en euros)

- recettes fiscales et générales courantes	6.261.446.000,00
- recettes fiscales et générales en capital :	615.000,00
- produits d'emprunt	362.709.000,00

Article 8. - Les recettes budgétaires de l'année 2002 s'élèvent à 6.329.228.522,53 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 4).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

(en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	6.232.744.009,61
- recettes fiscales et générales en capital :	411.131,73
- produits d'emprunt :	96.073.381,19

Article 9. - Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 0 euros (annexe 2.2.2 colonne 5).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (annexe tableau 2.2.2 colonne 6) (en euros)

- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital	
- produit d'emprunt :	

b. droits reportés à l'année budgétaire 2003 (annexe tableau 2.2.2 colonne 7)

- recettes fiscales et générales courantes :	
- recettes fiscales et générales en capital	
- produit d'emprunt :	

§ 2 Fixation des crédits de dépenses

Article 10. - Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 2002 ont accordé 6.624.770.000,00 euros pour l'ordonnement des dépenses et les ont répartis de la manière suivante :

(annexe tableau 2.2.3 colonne 2).

(en euros)

Crédits d'ordonnement	23.541.000,00
Crédits non dissociés	6.601.229.000,00

Article 11. - Les autorisations de dépenses résultant de l'article 10 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 254.798.104,38 euros en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau 2.2.4 colonne 3) :

Crédits d'ordonnement	
Crédits non dissociés	254.798.104,38

Article 12. - En vertu des articles 10 et 11 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 2002 s'élève à 6.879.568.104,38 euros (annexe tableau 2.2.3, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit : (en euros)

Crédits d'ordonnement	23.541.000,00
Crédits non dissociés	6.856.027.104,38

§ 3 Fixation de la situation des dépenses

Article 13. - Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 2002 se montent à 6.331.979.498,86 euros (annexe tableau 2.2.3, colonnes 5,6 et 7), se répartissant entre :

	Prestations d'années antérieures	Prestations d'années courantes	Dépenses totales
Crédits d'ordonnement	13.672,66	18.749.711,21	18.763.383,87
Crédits non dissociés	73.721.886,72	6.239.494.228,27	6.313.216.114,99
total	73.735.559,38	6.258.243.939,48	6.331.979.498,86

Article 14. - De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 6.331.979.498,86 euros dont :

Crédits d'ordonnancement	18.763.383,87
Crédits non dissociés	6.313.216.114,99

(annexe tableau 2.2.3, colonne 8)

Article 15. - Il résulte de la comparaison des articles 13 et 14 qu'il n'y a aucune dépense à régulariser en application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau 2.2.3, colonne 9).

§ 4 Règlement des crédits

Article 16. - La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 12) et les opérations imputées (article 13) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 2002 de 547.588.605,52 euros se répartissant comme suit :

Crédits d'ordonnancement	4.777.616,13
Crédits non dissociés	542.810.989,39

Article 17. - Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 2002 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 52.107.428,92 euros dont :

Crédits d'ordonnancement	0
Crédits non dissociés	52.107.428,92

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné à l'annexe tableau 2.2.6. colonne 2

Article 18. - Par suite des dispositions contenues dans les articles 16 et 17, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 2002 comprend :

(annexe tableau 2.2.3, colonnes 11 et 12). (en euros)

	Crédits d'ordonnancement	Crédits non dissociés	total
Crédits à annuler	4.777.616,13	160.414.102,25	165.191.718,38
Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante		434.504.316,06	434.504.316,06

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 2002

Article 19. - Le résultat général du budget de l'année budgétaire 2002 se présente comme suit :

Les recettes, y compris le produit d'emprunt s'élèvent à 6.329.228.522,53 euros

Les dépenses s'élèvent à 6.331.979.498,86 euros

En conclusion, compte non tenu des crédits variables et de la section particulière,

Les dépenses excèdent les recettes de 2.750.976,33 euros

CHAPITRE III. - Recettes et dépenses relatives aux fonds budgétaires (crédits variables)

§ 1. Fixation des recettes affectées

Article 20. - Les recettes imputées de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 2002 à 116.771.649,43 euros (annexe tableau 2.2.2 recettes affectées colonne 4) dont

Recettes courantes	116.202.533,49
Recettes en capital	529.115,94

§ 2. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'ordonnancement

Article 21. - Les crédits variables d'ordonnancement affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 2002 s'élèvent à 116.771.649,43 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 3)

Le solde de départ au 1 janvier 2002 étant de 1.089.899,14 le disponible en ordonnancement sur les crédits variables s'élève à 117.811.548,57 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancement colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5, 35,36,38,39,45 et 46 du décret du 20 décembre 2001 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2002 ont autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables

Article 22. - Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnancement de l'année budgétaire 2002 s'élèvent à 120.972.097,85 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 5).

Article 23. - Par suite des dispositions contenues dans les articles 21 et 22 ci-dessus, le disponible en ordonnancements - crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2002 à -3.160.549,28 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 6) . Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IV. - Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget

Article 24. - Les décrets budgétaires de l'année 2002 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit :

(en euros)

- Recettes	0
- Dépenses	0

(annexe tableau 2.2.5 colonnes 1, 2).

Article 25. - Le solde disponible au 1^{er} janvier 2002 s'élevait à - 2.923.724,00 euros (annexe tableau 2.2.5 colonne 8)

Aucune recette n'a été enregistrée sur les deux fonds subsistant à la section particulière.

Article 26. - Aucune dépense n'a été imputée sur les deux fonds subsistant à la section particulière.

Article 27. - Aucune opération de recettes et de dépenses n'ayant été effectuée ainsi qu'il ressort des articles 25 et 26, le solde disponible au 31 décembre 2002 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à - 2.923.724 euros (annexe tableau 2.2.5 colonne 10). Il sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE V. - Résultat global

Article 28. - Tous services réunis, budget, crédits variables et section particulière, compte tenu des articles 19, 22 et 27 du présent décret, le résultat global du budget 2002 se présente comme suit (en euros) :

Budget sensu stricto : -2.750.976,33
 crédits variables : - 4.200.448,42
 Section particulière :
 Total : - 6.951.424,75

DEUXIEME PARTIE. - OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION DES BUDGETS DES SERVICES A GESTION SEPARÉE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

CHAPITRE I^{er}. - Recettes et dépenses effectuées en exécution des budgets des services à gestion séparée du ministère de la Communauté française

§ 1^{er} fixation des recettes

Article 29. - Les prévisions de recettes annuelles s'élèvent à 218.401.446,89 euros (annexe tableau 2.3 colonne 2)

Les recettes pour l'année budgétaire 2002 s'élèvent à 253.530.896,07 euros.

Le solde disponible au 1^{er} janvier de l'année s'élève à 129.367.367,02 euros.

Les recettes de l'année et le disponible au 1^{er} janvier constituent un disponible pour les dépenses de l'année 2002 de 382.898.263,09 euros.

§ 2 .fixation des dépenses

Article 30. - Les prévisions de dépenses s'élèvent à 232.409.795,17 euros (annexe tableau 2.3 colonne 3).

Les dépenses sont fixées à la somme de 238.571.072,00 euros (annexe tableau 2.3 colonne 5).

§ 3. Résultat budgétaire

Article 31. - Par suite des articles 29 et 30, le résultat budgétaire de l'année est fixé au montant de 14.959.824,07 euros.

Le disponible au 31 décembre 2002 est fixé au montant de 144.327191,09 euros ; Il sera reporté à l'exercice budgétaire suivant.

TROISIEME PARTIE. - ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE LA CATEGORIE A		
Commissariat général aux Relations internationales (C.G.R.I.)		
• RECETTES		
Les prévisions, à		36.864.000,00
Les recettes imputées, à		33.595.790,30
La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à		3.268.209,70
• DEPENSES		
Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à		38.238.000,00
Les dépenses imputées, à		33.006.534,78
Le montant des crédits à annuler, à		5.231.465,22
• RESULTAT		
Le résultat des recettes et des dépenses du C.G.R.I., à		589.225,52
- soit les recettes de l'année, de	33.595.790,30	
- moins les dépenses, de	33.006.534,78	
Fonds d'égalisation des budgets (Fonds)		
• RECETTES		
Les prévisions, à		0
Les recettes imputées, à		0
La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à		0

• DEPENSES		
Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à		0
Les dépenses imputées, à		0
Le montant des crédits à annuler, à		0
• RESULTAT		
Le résultat des recettes et des dépenses du Fonds, à		-3.606.000,00
	- soit les recettes de l'année, de	0
	- moins les dépenses, de	3.606.000,00
Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française		
• RECETTES		
Les prévisions, à		214.189.00,00
Les recettes imputées, à		238.145.309,66
La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à		3.043690,34
• DEPENSES		
Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à		241.189.000,00
Les dépenses imputées, à		237.359.180,43
Le montant des crédits à annuler, à		3.829.819,57
• RESULTAT		
Le résultat des recettes et des dépenses du Service, à		786.129,23
	- soit les recettes de l'année, de	238.145.309,66
	- moins les dépenses, de	237.359.180,43

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au Moniteur belge.

Bruxelles, le 27 avril 2020.

P.-Y. JEHOLET,

Ministre-Président

Fr. DAERDEN,

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances et de la tutelle sur WBE

B. LINARD,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

V. GLATIGNY,

Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

C. DESIR,

Ministre de l'Education

Les annexes ne sont pas reproduites. Vous pouvez les consulter via :

http://www.ejustice.just.fgov.be/mopdf/2020/05/29_1.pdf#Page49